



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/46/261 ✓

S/22714

17 juin 1991

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-sixième session
Points 29, 55 et 60 1) de
la liste préliminaire*

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-sixième année

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES CONSEQUENCES POUR
LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES

CREATION D'UNE ZONE EXEMPTEE D'ARMES NUCLEAIRES EN ASIE DU SUD

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET : DESARMEMENT REGIONAL

Lettre datée du 17 juin 1991, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration sur les
grandes orientations faite par M. Nawaz Sharif, Premier Ministre de la
République islamique du Pakistan, le 6 juin 1991, au Collège de la défense
nationale, à Rawalpindi (Pakistan).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée
générale, au titre des points 29, 55 et 60 1) de la liste préliminaire, et du
Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Jamsheed K. A. MARKER

ANNEXE

Déclaration faite le 6 juin 1991 par le Premier
Ministre du Pakistan au Collège de la défense
na le à Rawalpindi (Pakistan)

Lorsque l'on traite de la question de la sécurité nationale, il est capital de reconnaître que la **force** interne est d'une importance primordiale. C'est pourquoi mon gouvernement accorde la priorité absolue à une défense forte afin de dissuader toute menace contre notre sécurité nationale. C'est la puissance de nos propres forces armées qui offre à notre pays la meilleure garantie du maintien d'un environnement pacifique. Mon gouvernement va donc continuer à **faire** tout ce qui est en son pouvoir pour que nos **forces** armées soient bien équipées et bien préparées pour protéger la sécurité et l'intégrité territoriale du Pakistan.

L'histoire nous enseigne que malgré l'importance vitale des forces armées, la défense effective d'un pays repose sur la force du pays tout entier. Des facteurs tels que les fondements moraux et spirituels de la société, la stabilité politique, la cohésion et l'harmonie sociales, la force économique et l'essor technologique constituent l'ossature qui était notre capacité de défense. Notre survie et notre progrès en tant que nation dépendent donc, en dernière analyse, de notre capacité à nous doter de cette **force** interne. Ce n'est qu'à cette condition que nous serons en mesure d'écarter les **menaces extérieures** contre notre sécurité.

Notre objectif premier est d'instaurer dans le pays un ordre socio-économique, progressiste, dynamique et juste. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions accélérer le développement économique, ainsi que le rythme du progrès technologique et élever le niveau de vie de la population. **Alors** seulement, la nation acquerra la force qui lui permettra d'entrer dans le XX^e siècle avec confiance et dignité.

La tâche n'est pas aisée. Nous sommes confrontés à d'innombrables problèmes et difficultés, tant intérieurs qu'extérieurs, mais je suis sûr qu'en assurant l'unité, la foi et la discipline dans nos rangs et en tirant tout le parti possible de nos ressources, nous pouvons atteindre nos buts.

C'est dans ce dessein que nous avons pris un certain nombre de mesures. Nous encourageons le secteur privé à s'engager dans des activités productives. Nous avons libéralisé l'économie et abrogé les dispositions réglementaires qui étouffaient l'initiative privée. Nous avons introduit des réformes en vue d'éliminer les restrictions de change et de créer un environnement libéral propice à l'investissement étranger privé. Nous sommes également en train de liquider les entreprises **d'Etat**, qui coûtaient très cher au Trésor.

Nous avons résolu les différends touchant le partage des cours d'eau et la répartition des ressources financières entre le Gouvernement fédéral et ceux des provinces. Nous avons introduit au Parlement un projet de loi progressiste, démocratique et social, fondé sur la charia.

Nous prenons des **mesures** énergiques pour endiguer la criminalité et le désordre, éliminer la culture du Kalachnikov et réprimer le trafic des drogues, qui rongent **les** forces vives de notre société. Ces mesures renforceront l'harmonie et la stabilité sociale. Elles favoriseront également l'activité économique en encourageant l'investissement intérieur et étranger dans le pays.

Ces réformes et ces **mesures** apporteront vitalité et dynamisme à la vie économique et politique, nous permettant de parvenir à une croissance autonome et à un développement endogène. Bien **entendu, développement** endogène n'est pas **synonyme** d'isolement. Nulle nation ne peut se permettre de rester **à l'écart** du reste de la communauté internationale dans ce monde toujours plus interdépendant qui est le nôtre. Une politique de développement endogène impose avant toutes choses le recours à nos propres ressources pour améliorer la condition de notre peuple. Mais elle n'exclut nullement une coopération économique mutuellement bénéfique avec des pays amis qui ne **mette** pas en péril notre souveraineté et notre dignité nationales.

Le développement économique et le **progrès** social accélérés ne se réalisent que dans un environnement de paix et de **sécurité**. Ainsi, mon gouvernement s'inspire du double objectif de progrès intérieur et de paix extérieure. Le Pakistan s'attachera donc, comme par le passé, **à** entretenir des relations amicales avec tous les pays sur la base des principes de l'égalité souveraine, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et du règlement pacifique **des** différends.

Nous sommes heureux de noter que l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle plus efficace dans le règlement des différends et conflits régionaux. Nous nous attacherons **à** renforcer cette tendance qui, nous en sommes convaincus, est pour le plus grand bien de la paix internationale et le progrès de l'humanité. Nous espérons également que les cinq membres permanents du Conseil de **sécurité** joueront le rôle qui est le leur **en** veillant au respect des buts et principes de la Charte des Nations Unies.

Nous **avons** pris une initiative en vue d'accélérer le règlement politique de la question afghane. Nous avons **engagé** des consultations avec le Secrétaire général de l'**ONU** et les pays concernés. Nous avons accueilli avec intérêt l'initiative en cinq points tendant au règlement de la question afghane annoncée par le Secrétaire général le **mois** dernier. La clef d'un tel règlement réside dans le transfert des pouvoirs du régime Najibullah **à** un gouvernement représentatif **à** Kaboul mis en place **conformément** aux vœux de la population afghane. Seul un tel gouvernement peut rétablir la paix dans le pays et permettre aux **réfugiés** afghans de décider par eux-mêmes de rentrer au **pays**. Le règlement de la question afghane éliminerait un obstacle **majeur à** l'amélioration de **nos** relations avec l'Union soviétique, ce à quoi nous sommes profondément attachés.

Le monde islamique, avec lequel le Pakistan a des liens spéciaux, a douloureusement souffert de l'occupation du Koweït par l'Iraq, qui a conduit **à** la guerre du Golfe. Là-dessus, nous avons adopté une position de principe en

conformité avec les **résolutions** pertinentes du Conseil de **sécurité**. Nous avons **été** gravement **préoccupés** car les menées iraqiennes violaient les normes reconnues de conduite entre les Etats. Elles constituaient **également** une grave menace pour la sécurité de **l'Arabie saoudite**, pays frère, qui **s'est** toujours tenu aux **côtés** du Pakistan.

Nous avons fait des efforts pour trouver une solution pacifique et honorable **au problème**. Je me suis rendu dans 12 pays musulmans **à** cette fin, tandis que mes envoyés spéciaux en visitaient 13 autres. **Mes efforts et ceux** de la **communauté** internationale n'ont malheureusement pas abouti. Le conflit **armé** a entraîné d'énormes destructions matérielles et de lourdes pertes en **vies humaines**, notamment au Koweït et en Iraq.

Après la libération du Koweït et le rétablissement de la paix dans la région, je me suis rendu au Koweït, où j 'ai donné **à** l 'Emir et **à** son gouvernement l'assurance que le Pakistan était prêt **à** poursuivre sa traditionnelle coopération avec le Koweït et avec les autres Etats de la région et **à** appuyer leurs efforts pour y renforcer la paix et la stabilité. Nous nous proposons de nouer des liens bilatéraux plus étroits avec ces pays dans les domaines **politique**, économique, technique ou autres. Le Pakistan, on le sait, préconise la modération, la stabilité et la coopération entre les pays islamiques de la région du Golfe.

Mon pays entend renforcer encore les liens **étroits** et fraternels qui l'unissent **à** la République islamique d'Iran et **à** la Turquie. Nous **apprécions** vivement le fait que ces trois pays ont dernièrement décidé de ranimer l'Organisation de coopération économique et de tenir une conférence au sommet des trois Etats frères avant la fin 1991 pour la promouvoir.

L'amitié qui nous lie à la Chine est un des piliers de notre politique étrangère et un des **facteurs** qui contribuent le plus **à** la **paix** et **à** la stabilité régionales. Nous poursuivrons les efforts faits jusqu'ici pour établir avec la Chine des rapports amicaux et étroits, ainsi qu'une **coopération** avantageuse pour nos deux pays.

Le Pakistan attache une grande importance **à** son **amitié** avec le Japon, devenu aujourd'hui une superpuissance économique, qui est notre partenaire commercial le plus important. Les deux pays maintiennent également une étroite coopération dans divers domaines. Mon gouvernement s'attachera tout particulièrement **à** renforcer ses liens d'amitié avec le Japon.

Nous ne laissons pas d'être impressionnés **par** la rapide croissance économique de plusieurs pays de la région Asie-Pacifique. Leur expérience est riche d'enseignements. Nous ferons de notre **mieux** pour encourager l'établissement de liens amicaux et d'une coopération mutuellement avantageuse avec eux. Nous comptons **aussi** intensifier nos efforts pour promouvoir une **coopération** plus étroite avec les nations africaines dans les domaines politique, économique, commercial et technique.

Le Pakistan espère, par ailleurs, que le **marché** européen unique, qui verra le jour en 1992, se montrera **plus** ouvert aux importations des pays en développement.

Ces pays font face aujourd'hui à de graves problèmes dus au bas niveau de l'aide au développement, au lourd fardeau du service de la dette, aux flux **négatifs** de ressources, à un régime commercial international défavorable, aux termes désavantageux de l'échange et à l'injustice de l'actuel **système** financier et **monétaire** international. Nous poursuivons nos efforts pour promouvoir un dialogue Nord-Sud **afin** de surmonter ces problèmes.

Le Pakistan, en tant que pays en développement, a des **vues** extrêmement proches de celles d'autres pays du tiers monde sur **d'importantes** questions de politique et d'économie internationales. Nous souhaitons développer davantage la solidarité de ces pays en encourageant la coopération Sud-Sud. L'accroissement de l'arsenal militaire de l'Inde, la **mise au point** de missiles à moyenne portée et le potentiel militaire d'un programme nucléaire, qui n'est assorti d'aucune sauvegarde, constituent une **sérieuse** menace pour la sécurité du Pakistan. Cette menace est aggravée par le refus de l'Inde de résoudre le différend du Cachemire par des moyens pacifiques, et par l'usage massif et brutal de la force pour tenter de réprimer le soulèvement populaire dans le Cachemire occupé. Les forces de répression militaires et paramilitaires concentrées par **l'Inde** dans le territoire occupé s'élèvent à plus de 400 000 hommes. Le déploiement massif de ces forces le long de la frontière indo-pakistanaise a contribué à faire monter la tension. Cette situation ne peut toutefois nous empêcher **d'offrir** un appui **moral** et politique au peuple du Cachemire qui lutte pour l'exercice de son droit à l'autodétermination, reconnu par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Face à cette grave situation, le Pakistan ne peut négliger sa sécurité et les exigences qui en découlent. Nous poursuivons cependant nos efforts pour établir les relations de bon voisinage avec l'Inde. Un premier pas a été fait en ce sens à **Male**, durant le Sommet de la **SAARC** en novembre dernier. Au cours de **ma** récente visite à New Delhi, à l'occasion des obsèques de Rajiv Gandhi, j'ai pu établir des contacts personnels avec les dirigeants des principaux partis politiques indiens. Leur réaction positive, quand j'ai exprimé le désir d'améliorer les relations entre nos deux pays, m'a vivement encouragé. Nous espérons que lorsque le nouveau gouvernement aura pris ses fonctions après les élections, nous pourrons peu à peu établir des relations dépourvues de toute tension avec **l'Inde** et régler le différend du Cachemire de manière conforme aux résolutions pertinentes de **l'ONU**. Un tel règlement irait dans le sens de l'esprit de **Male** et de l'Accord de Simla et permettrait aux deux pays de consacrer leurs maigres ressources à l'amélioration de la qualité **de** vie de leurs peuples.

La question de la non-prolifération des armes nucléaires en **Asie** du Sud est un des facteurs qui compliquent les relations entre **l'Inde** et le Pakistan. **Aussi**, faut-il la situer dans une juste perspective.

Nous souffrons d'une grave pénurie d'énergie, qui entrave la **croissance économique** et industrielle et entraîne des souffrances supplémentaires **pour notre peuple**. Nos besoins énergétiques ne cessant de **croître, l'énergie nucléaire** est, en **l'état** actuel des choses, notre seul moyen de répondre aux besoins d'une **économie** en expansion.

Les efforts que nous avons faits pour exploiter **l'énergie** et la technologie nucléaires **à** des fins pacifiques ont malheureusement fait l'objet de critiques injustifiées et donné lieu **à** des pressions discriminatoires. Nous avons, **à** de nombreuses reprises, **affirmé** que notre programme nucléaire visait des fins pacifiques. Opposés **à** la prolifération des armes nucléaires dans la **région**, nous sommes tout disposés à accepter un régime équitable, de caractère non discriminatoire, pour que **l'Asie** du Sud devienne une région exempte d'armes nucléaires.

Nous avons fait les propositions suivantes pour empêcher toute prolifération des **armes nucléaires** dans la région :

a) L'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires en **Asie** du Sud, proposition que l'Assemblée générale des Nations Unies a fait sienne **à** de multiples reprises depuis **1974**;

b) **Compte tenu** de l'opposition de **l'Inde** **à** l'établissement d'une telle zone exempte d'armes nucléaires, nous avons proposé en 1978 que, dans un premier temps, le Pakistan et **l'Inde** renoncent, dans une déclaration conjointe, **à** l'acquisition ou **à** la fabrication d'armes **nucléaires**;

c) En 1979, le Pakistan a proposé de conclure avec **l'Inde** un accord créant un système d'inspection bilatérale de toutes les installations nucléaires, sur une base de **réciprocité**;

d) Nous avons également proposé, en 1979, l'acceptation simultanée par le Pakistan et **l'Inde** des garanties de **l'AIEA** pour toutes les installations nucléaires;

e) Le Pakistan était disposé en 1979 **à** accéder en même temps que **l'Inde** au Traité sur la non-prolifération des armes **nucléaires**;

f) Quelques années plus tard, en 1987, le Pakistan a proposé la conclusion d'un traité bilatéral ou régional d'interdiction des essais nucléaires;

g) En 1987, le Pakistan a également proposé la convocation, sous les auspices de **l'ONU**, avec la participation des Etats de la **région** et autres Etats intéressés, d'une conférence sur la non-prolifération des armes **nucléaires** en Asie du Sud.

Nous avons à diverses occasions réitéré ces propositions. L'engagement du Pakistan en faveur de la non-prolifération des armes nucléaires, tant à l'échelon mondial que régional, est évident et résolu. Il est donc injuste de mettre en doute les intentions de notre pays et de le soumettre à un traitement discriminatoire. Aucune nation qui se respecte ne saurait l'accepter.

Nous notons avec satisfaction que l'idée d'un désarmement régional fait son chemin dans les milieux internationaux. La résolution par laquelle nous demandions que fussent prises de nouvelles initiatives en ce qui concerne les mesures de confiance, la non-prolifération des armes nucléaires et le désarmement classique aux échelons régional et sous-régional a été adoptée par l'Assemblée générale, en 1990, par une majorité écrasante de 142 voix contre zéro, avec 10 abstentions.

Des zones dénucléarisées ont déjà été créées en Amérique latine et dans la région du Pacifique Sud, avec l'aval des cinq puissances nucléaires. Des propositions similaires ont été avancées pour d'autres régions. L'an dernier, l'Argentine et le Brésil ont signé un accord limitant à des fins pacifiques l'utilisation de l'énergie nucléaire. Ces deux pays sont également convenus de soumettre leurs programmes nucléaires à une inspection bilatérale et, ultérieurement, aux garanties de l'AIEA, dans le but de préserver le caractère pacifique de leurs programmes nucléaires.

Plus récemment, Le Président Bush a annoncé une initiative majeure en matière de maîtrise des armements dans le cadre régional du Moyen-Orient. Entre autres choses, cette initiative prévoit que des mesures doivent être prises par tous les Etats de la région pour prévenir la prolifération des armes nucléaires au Moyen-Orient. La France, dans la proposition de désarmement qu'elle a récemment annoncée, demande l'institution de régimes régionaux d'interdiction des armes de destruction massive.

Nous sommes fermement convaincus que la non-prolifération des armes nucléaires en Asie du Sud est une condition sine qua non de la paix et du progrès de la région. Nous sommes disposés à conclure avec l'Inde un arrangement bilatéral, ou à instituer un régime régional garantissant l'absence d'armes de destruction massive en Asie du Sud. Nous sommes prêts à adopter des mesures en vue d'une réduction mutuelle et équilibrée des forces, compatibles avec le principe d'une sécurité égale et non diminuée, au niveau d'armement le plus bas possible. Cependant, nous ne pouvons prendre et nous ne prendrons pas de mesures unilatérales qui mettraient notre sécurité en péril.

Le Pakistan et les Etats-Unis d'Amérique entretiennent des liens d'amitié qui remontent aux années 50 et s'appuient solidement sur notre commune adhésion à certains principes et valeurs humanistes, sur notre commun attachement aux institutions démocratiques, sur le respect que nous portons à la liberté individuelle et sur une coopération qui remonte déjà à plusieurs décennies. Il existe entre nous une convergence de vues certaine sur des questions telles que l'Afghanistan et la paix et la stabilité régionales.

C'est pourquoi, on **dépit** de vicissitudes occasionnelles, **les** liens d'amitié qui unissent nos deux pays ont **résisté** à l'épreuve du temps et **se reflètent** dans l'expansion de notre **coopération** dans **divers** domaines.

Dans ce contexte, les **difficultés** que traversent **actuellement** 100 relations **pakistano-américaines** sont **particulièrement regrettables**. Notre relation, qui a si bien **servi** les **intérêts** des deux pays **jusqu'à présent** et dont le potentiel est si prometteur pour l'avenir, **ne** saurait **être** mise en péril.

Il est paradoxal que **ces difficultés** résultent de divergences quant à la démarche à adopter pour atteindre l'objectif de la **non-prolifération des armes** nucléaires auquel **les** deux pays **sont profondément** attachés. Les Etats-Unis ont concentré leur attention sur le programme **nucléaire** du Pakistan. Le fait est pourtant que **l'Inde** a fait exploser **un engin nucléaire** en 1974. Elle **dispose** de plusieurs installations d'enrichissement et d'usines de **retraitement des matières nucléaires** qui ne sont pas soumises aux garanties de l'AIEA. On croit savoir également que **l'Inde** dispose d'une quantité de plutonium, **non** ainsi **contrôlée**, suffisante pour **produire** plus de 100 **bombes** atomiques **équivalant** à celle de Hiroshima. Nous ne pouvons donc **méconnaître** le développement rapide du programme **nucléaire** de ce pays, car ce serait **compromettre** notre propre **sécurité**.

Le Pakistan est disposé à engager des consultations **multilatérales** au sujet de la **non-prolifération** des armes **nucléaires** en Asie du Sud. Certains indices donnent à penser que **les** Etats-Unis, l'Union soviétique et la Chine seraient **peut-être** disposés à soutenir une approche **régionale**. **J'espère** que ces pays seront prêts à aider le Pakistan et **l'Inde** à atteindre l'objectif d'une **dénucléarisation** de notre **région**.

Je voudrais, plus **précisément**, proposer que les Etats-Unis, **l'URSS** et la Chine se consultent et **se** concertent avec l'Inde et le Pakistan à l'effet d'examiner et de résoudre la question de la prolifération des **armes** nucléaires en Asie du Sud. L'objet de la **réunion** serait de se mettre d'accord, sur la base de propositions déjà connues ou **d'idées** nouvelles, sur les moyens **d'empêcher** l'introduction d'armements nucléaires dans la région. Le **régime** de non-prolifération à négocier durant les consultations multilatérales **proposées** devrait **être équitable** et non discriminatoire.

Nous **espérons** que **les** pays concernés **répondront** rapidement à cette **proposition** de façon que des **arrangements** puissent **être arrêtés** et que la **conférence** puisse avoir lieu **dès** que possible,

Un régime **régional** de **non-prolifération**, comportant des garanties à l'intention des **Etats** non **dotés** d'armes nucléaires et qui serait approuvé **par** tous les pays de la **région**, constitue un moyen pratique de résoudre le **problème** dans tous ses aspects. Pareil **régime** aiderait à établir un climat de confiance mutuelle et à renforcer la paix et la sécurité en Asie du Sud, en permettant aux Etats de la région de consacrer toute leur **énergie** et tous leurs efforts à **accélérer** leur **développement** économique et à **améliorer** le **bien-être** de leurs populations.

J 'ai décidé de dépêcher aux Etats Unis une délégation de haut niveau dirigée par M. Wasim Sajjad, Président du Sénat, et comprenant. M. Akram Zaki, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères, et. plusieurs autres hauts fonctionnaires, pour échanger des vues sur l'ensemble des relations pakistano-américaines. Chacun des deux pays doit. en effet s'efforcer de mieux comprendre la position de l'autre sur des questions aussi diverses que l'Afghanistan, la paix et la sécurité dans la région, les droits de l'homme, le contrôle des stupéfiants, le désarmement, la non-prolifération des armes nucléaires et la coopération dans divers domaines.

Etant donné la sincérité et. la bonne volonté des deux parties, je suis convaincu que nous réussirons à résoudre les difficultés actuelles sur la base de la compréhension mutuelle dans un esprit de conciliation. Nos efforts pour sortir de l'impasse seront facilités par la volonté de chacune des deux parties de chercher à comprendre les impératifs de l'autre et de réfléchir aux objectifs lointains, plutôt qu'aux moyens de les atteindre.

Je conclurai mon propos en réaffirmant notre désir de développer des relations amicales et d'instaurer une coopération mutuellement avantageuse sur la base de l'égalité de tous les pays, petits et. grands, afin de servir la cause de la paix internationale et. du développement. Nous nous efforcerons quant à nous d'instaurer en Asie du Sud un climat de détente et de paix afin d'ouvrir pour la région une période de progrès et de prospérité.
